



Conseil de sécurité

Distr.
GÉNÉRALE

S/1996/431
12 juin 1996
FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

LETTRE DATÉE DU 10 JUIN 1996, ADRESSÉE AU PRÉSIDENT DU CONSEIL
DE SÉCURITÉ PAR LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

Comme vous vous en souvenez, le Conseil de sécurité, par sa résolution 1048 (1996) du 29 février 1996, a prorogé le mandat de la Mission des Nations Unies en Haïti (MINUHA) pour une dernière période de quatre mois. Dans la lettre ci-jointe, datée du 31 mai 1996, le Président Préval demande que la présence de la force multinationale en Haïti soit prolongée pour une période supplémentaire de six mois. Le rapport que je dois présenter au Conseil de sécurité avant le 15 juin 1996 contiendra des recommandations à ce sujet.

Je vous serais obligé de bien vouloir porter la lettre du Président Préval à l'attention des membres du Conseil de sécurité.

(Signé) Boutros BOUTROS-GHALI

Son Excellence
Monsieur Nabil A. Elaraby
Président du Conseil de sécurité
New York

ANNEXE

[Original : français]

Lettre datée du 31 mai 1996, adressée au Secrétaire général
par le Président de la République d'Haïti

J'ai l'honneur de vous faire part des profondes préoccupations du Gouvernement haïtien à l'approche de l'échéance du 30 juin 1996, date à laquelle le mandat de la Mission des Nations Unies en Haïti (MINUHA) arrive à son terme.

En effet, le contexte actuel du climat social en Haïti requiert que le Gouvernement dispose d'une force publique adéquate pour maintenir l'ordre et la sécurité. Notre jeune police nationale n'est malheureusement pas tout à fait en mesure d'assumer une telle responsabilité.

Je m'adresse donc à vous pour solliciter que le Conseil de sécurité veuille bien autoriser la présence d'une force multinationale en Haïti pour une période supplémentaire de six (6) mois. Cette prolongation aurait une double vertu : l'appui au maintien de l'ordre public ainsi que le renforcement de la police nationale.

(Signé) René PRÉVAL
